

ment de M. Jean Lefranc (*Suppression de l'avis des salariés dans le cas où le congé s'accompagne de fermeture*) [23 février 1956] (p. 462); — du projet de loi créant le Fonds national de solidarité, Art. 6 : *Amendement de M. Boisdé incluant dans la dette alimentaire le calcul du plafond des ressources* [3 mai 1956] (p. 1693, 1700); Art. 7 : *Son amendement rectifié excluant du plafond des ressources les pensions de veuves de guerre* (p. 1706). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Sabotage du Fonds de solidarité par le Conseil de la République*) [29 mai 1956] (p. 2066). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, AGRICULTURE, Etat A, Chap. 34-51 : *Amendement de M. Gilbert Martin tendant à supprimer ce chapitre (Création d'emplois d'inspecteurs des lois sociales)* [29 mai 1956] (p. 2086, 2087); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 66-10 : *Son amendement indicatif relatif à l'utilisation des crédits destinés à la réadaptation et au reclassement de la main-d'œuvre* [12 juin 1956] (p. 2492); *le retire* (p. 2493); — en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à empêcher certains abus dans le régime des retraites du personnel des entreprises, en qualité de *Rapporteur* [9 octobre 1956] (p. 4069); — d'une proposition de loi tendant à modifier le régime des assurances sociales applicable dans les départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [27 novembre 1956] (p. 5128); — du projet de Loi DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Titres III et IV : *Indemnisation du chômage résultant de la crise pétrolière; problème de la main-d'œuvre étrangère; conditions de vie des travailleurs nord-africains* [29 novembre 1956] (p. 5293, 5294); — du projet de loi tendant à accorder des congés d'éducation ouvrière, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Philippe-Vayron prévoyant que les travailleurs bénéficiant de congés devront répondre aux conditions qui seront fixées par décret* [25 janvier 1957] (p. 326); *Amendement de M. Philippe-Vayron tendant à supprimer les dispositions prévoyant que les centres d'études pourront être rattachés aux organisations syndicales* (p. 328); *Amendement de Mme Lefebvre chargeant une commission d'établir une liste des centres dont les stages ouvriront droit au*

congé (p. 329); — d'un projet de loi relatif au règlement des conflits collectifs du travail, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Teitgen (Pouvoirs et compétence du médiateur)* [5 février 1957] (p. 668); en seconde délibération (article 15 de la loi du 11 février 1950) : *Amendement de M. Moisan (Pouvoirs et compétence du médiateur)* [6 février 1957] (p. 691, 695); — d'un projet de loi relatif au statut des travailleurs à domicile, en qualité de *Rapporteur* : *Respect de la législation du travail, modalités de contrôle* [7 février 1957] (p. 732, 733); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Boscary-Monsservin (Non-application de l'article 33 D du Livre I^{er} du Code du travail aux entreprises n'employant qu'occasionnellement des travailleurs à domicile)* [12 février 1957] (p. 799); *Comptabilité des fournitures remises aux travailleurs à domicile prévue à l'article 33 G du Livre I^{er} du Code du travail* (p. 800, 801); *Amendement de M. Boscary-Monsservin (Dérogation aux dispositions de l'art. 1^{er})* (p. 802, 803); Art. 7 bis : *Amendement de M. Rolland (Prix payé aux artisans et travailleurs indépendants à domicile)* [13 février 1957] (p. 829); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* [10 juillet 1957] (p. 3501); *Modifications apportées par le Conseil de la République, distinction entre le travailleur à domicile et l'artisan, le travailleur indépendant et façonnier, contrôle de l'application de cette législation par les inspecteurs du travail, problème des vanniers de Thiérache* (p. 3501, 3502).

RÉOYO (M. Victor), Député de la Gironde (1^{re} circonscription) (U. F. F.).

Son élection est validée [23 mars 1956] (p. 1226). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 30 novembre 1956, une proposition de loi tendant à la création d'une Commission d'enquête sur les événements de Hongrie, n^o 3390. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi ten-

dant à accorder aux salariés une prime de participation au développement de la production, n° 4932. — Le 29 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre à la Nation les entreprises industrielles gérées par l'Etat, n° 5084. — Le 12 juin 1957, une proposition de loi tendant à faciliter aux créanciers de l'Etat et des établissements publics les paiements qui leur sont dus et portant attribution de compétence, n° 5095. — Le 2 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à limiter les redevances pour locations de compteurs pour les distributions de gaz et d'eau, n° 5308. — Le 20 mars 1958, une proposition de loi tendant à instaurer un nouveau mode de votation donnant à l'électeur la plénitude des prérogatives accordées au « peuple souverain » par la Constitution, n° 6959.

Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur l'Euratom : *Volonté des « européens » de précipiter la décision; infériorité de l'économie française; dépossession de la France (texte adopté à la conférence de la salle Branting); rôle occulte de M. Jean Monnet et de sa secte de technocrates (constitution d'un pouvoir politique supranational, revanche de la C.E.D.)* [5 juillet 1956] (p. 3286, 3287); *possibilités ouvertes par le développement de l'énergie nucléaire; nécessité de refuser le chèque en blanc demandé par le Gouvernement et de préserver l'héritage de la France* (p. 3288); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses observations sur les conditions dans lesquelles le colonel Nasser a procédé à la nationalisation du canal de Suez; l'absence de riposte de la part de la France; la possibilité d'appliquer l'article 7 de la convention de Constantinople (envoi de navires de guerre à Suez et Port-Saïd); la nécessité de faire stationner une force militaire dans la zone du canal pour en assurer le contrôle* [16 octobre 1956] (p. 4149, 4150); — du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité d'amitié de bon voisinage signé entre la France et le Royaume-Uni de Libye : *Aide apportée par la Libye aux rebelles algériens; traitement discriminatoire réservé à la France (bases anglaises et américaines); gisements pétroliers*

du Fezzan; proposition canadienne d'exploitation en commun faite en 1949; valeur stratégique du Fezzan; dépenses entraînées par la rectification du dispositif militaire; abandon consenti sans contrepartie (annexe 7 du projet) [22 novembre 1956] (p. 5027); *perspective d'un abandon prochain de l'Algérie* (p. 5028); — du projet de loi sur la ratification des accords sur la Sarre et la canalisation de la Moselle : *Evolution politique de la Sarre depuis 1945; déclaration de M. Pinay du 30 mars 1955 sur le sort réservé aux aciéries de Volklingen; rupture de l'équilibre franco-allemand au sein de la C.E.C.A.; abandons unilatéraux consentis par la France; canalisation de la Moselle; occasion donnée à l'Allemagne de faire admettre son contrôle sur la Lorraine; danger présenté par la construction de la petite Europe* [11 décembre 1956] (p. 5882 à 5884). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question orale relative à l'octroi des permissions aux jeunes soldats [25 janvier 1957] (p. 315). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à supprimer l'élection partielle des membres de l'Assemblée Nationale, en deuxième lecture, [9 avril 1957] (p. 2105); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Construction du marché commun autour du combinat du Rhin; résultats de la C.E.C.A.; les institutions européennes; partage du pouvoir entre des organismes apatrides; modifications souhaitées* [6 juillet 1957] (p. 3395 à 3399); — d'un projet de loi sur les institutions d'Algérie : *Ses regrets de n'avoir pas participé à la conférence de la Table ronde* [25 septembre 1957] (p. 4325); *dépose une motion préjudicielle tendant à surseoir à l'examen de la loi-cadre tant que l'article 60 de la Constitution ne sera pas modifié (composition de l'Union française)* (p. 4329); *atteinte portée par le projet à l'immutabilité de la République française* (p. 4329); *son rappel au règlement (ibid.); variation des modalités de la loi-cadre; atteinte portée à l'unité et à l'indivisibilité de la France et de ses départements d'outre-mer et à la souveraineté française; absence regrettable des députés d'Algérie* [26 septembre 1957] (p. 4400, 4401, 4402); *sa demande de suspension de séance* [30 septembre 1957] (p. 4459). — Son rappel au règlement (*Non-application des règles de la représentation pro-*

portionnelle à la conférence chargée d'établir la liste du bureau; présence du président de l'Assemblée Nationale au sein de cette conférence [2 octobre 1957] (p. 4481, 4482). — Prend part à la discussion : sur le procès-verbal de la séance du 2 octobre; *Droit du groupe U. F. F. à une vice-présidence* [3 octobre 1957] (p. 4487); — sur la présentation du Gouvernement Antoine Pinay : *Réserve sur les pouvoirs spéciaux* [18 octobre 1957] (p. 4533, 4534); — des projets de loi relatifs aux institutions d'Algérie : *Ses explications de vote sur la question de confiance : transfert des chefs fellagha dans des établissements surveillés du Gouvernement; le memorandum d'anciens combattants; l'aberrante diplomatie de M. Dulles et les cupidités éveillées par le Sahara; le fédéralisme interne* [29 novembre 1957] (p. 5050 à 5052); — d'interpellations relatives à la politique extérieure du Gouvernement : *Armes fournies aux rebelles d'Algérie; proposition de M. Schumann relative à la défense de la frontière algéro-tunisienne; affaire de Sakhiet et non-utilisation du droit de suite* [22 janvier 1958] (p. 208, 209, 210); — d'un projet de loi relatif à la représentation française à l'Assemblée unique des communautés européennes : *Sa demande de suspension de séance* [4 mars 1958] (p. 1194). — Dépose une demande d'interpellation sur les bons offices [15 avril 1958] (p. 2143); prend part à la discussion sur la fixation de la date : *Dépassement de ses fonctions par l'exécutif; échec des bons offices; acheminement vers une internationalisation inadmissible; droit des Français de demeurer à Bizerte; contrôle des frontières d'Algérie par la France seule* [15 avril 1958] (p. 2143, 2144). — Prend part au débat sur la présentation du Gouvernement de M. Charles de Gaulle : *Exploitation des possibilités offertes pour obtenir la paix en Algérie* [1^{er} juin 1958] (p. 2591).

RÉVILLON (M. Tony), Député de l'Ain (R. R. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à rétablir le scrutin uninominal d'arrondissement à deux tours, n° 105. — Le 1^{er} mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à élaborer et à déposer, avant le 30 juin 1956, un plan quadriennal d'équipement scolaire, n° 900. — Le 1^{er} mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour qu'à partir de 1957 une épreuve d'éducation physique figure obligatoirement à tous les examens sans exception, n° 905. — Le 1^{er} mars 1956, une proposition de loi tendant à accroître les droits de l'époux survivant sur la succession du prédécédé, n° 923. — Le 1^{er} mars 1956, une proposition de loi tendant à sauvegarder les droits des orphelins de la guerre et de la Résistance, n° 924. — Le 31 mai 1956, une proposition de loi tendant à compléter les articles 187 et 203 du Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la signification des jugements correctionnels rendus par défaut, n° 2013. — Le 19 juin 1956, une proposition de loi tendant à faciliter l'adoption et la légitimation adoptive et à en étendre les effets, n° 2247. — Le 1^{er} août 1956, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi du 28 octobre 1946 aux Français qui ont subi des dommages de guerre à l'étranger et qui ne peuvent se prévaloir de la loi n° 55-357 du 3 avril 1955, n° 2750. — Le 20 décembre 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article L 64 du Code des pensions civiles ou militaires de retraite, n° 3631.

Ses rapports sur des pétitions [15 juin 1956] (p. 2701), [21 décembre 1956] (p. 6212). = S'excuse de son absence [21 février 1956] (p. 393), [16 mai 1956] (p. 1878), [26 juin 1956] (p. 3019). = Obtient des congés [16 mai 1956] (p. 1878), [26 juin 1956] (p. 3019).

Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [16 janvier 1957] (p. 65).

REY (M. Joseph), Député du Haut-Rhin (M. R. P.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502);